

Questions orales

Quant aux essais, je ne prévois pas que l'on compte en faire à propos de la résistance à l'éclatement avant de résoudre cette question, et je ne pense pas non plus que le gouvernement américain ait l'intention en ce moment de proposer d'autres essais. Le terme «essai» utilisé dans l'accord canado-américain se prête à diverses interprétations, mais dans le contexte actuel, on ne prévoit pas devoir effectuer d'autres essais d'éclatement.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, comme le sait sans doute le vice-premier ministre, la réponse précise à ma question a une incidence extrêmement importante sur les emplois au Canada. J'aimerais maintenant qu'il réponde à ma question. Je lui accorde qu'il est possible qu'on l'interprète mal. L'Office va-t-il recommander un type particulier de tuyau pour le tronçon canadien reliant Whitehorse et Caroline, ou va-t-il recommander d'effectuer encore d'autres tests sur un ou plusieurs autres modèles de tuyau?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas vu la recommandation de l'Office national de l'énergie, et je ne veux pas préjuger de ce qu'il fera. D'autre part, je dirai au député ce que je prévois. Je m'attends de recevoir, sous forme de conseil au gouvernement, une proposition très précise sur le calibre des tuyaux.

M. Broadbent: Le ministre nous dit espérer que l'ONE prenne sa décision d'ici quelques jours. Je crois savoir par d'autres conversations que ce pourrait être lundi en huit. Si l'Office la prend aussi prochainement, étant donné que c'est essentiellement sur cette recommandation que reposera la décision du Parlement au sujet du pipe-line, le coût de ce dernier et l'importance du contenu canadien par le nombre des emplois en dépendant, pourquoi, juste ciel, le gouvernement compte-t-il procéder à la deuxième lecture du bill lundi prochain, avant que l'ONE ne fasse connaître sa recommandation?

M. MacEachen: Des députés d'en face nous ont demandé de présenter le bill.

M. Broadbent: Qui ça?

M. Trudeau: Vous l'avez réclamé tout l'automne dernier.

M. Broadbent: Allons donc!

● (1132)

M. MacEachen: En réalité, on a critiqué le retard apporté à la présentation du bill.

M. Broadbent: Qui? Soyez précis.

M. MacEachen: Des députés de l'opposition.

M. Broadbent: Pas nous.

M. MacEachen: Si le député désire plus de détails, je lui en fournirai plus tard, mais il ne trouvera certes pas ces renseignements dans le *Wall Street Journal*.

Monsieur l'Orateur, le député craint à juste titre que nous décidions du sort de ce projet de loi avant que, par exemple, le

[M. MacEachen.]

gouvernement n'ait dévoilé ses intentions en cette matière. Je vais certes m'efforcer d'en tenir compte. Toutefois, je ne vois pas d'inconvénients à ce que nous entreprenions dès lundi l'étude de ce bill, sachant que les renseignements désirés seront communiqués à la Chambre avant qu'une décision ne soit prise, disons à l'étape de la deuxième lecture.

[Français]

ON DEMANDE DE RENSEIGNER LES AUTOCHTONES SUR LES EMPLOIS QU'ASSURERA LA CONSTRUCTION DES GAZODUCS

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable vice-premier ministre et président du Conseil privé.

Étant donné qu'il a déjà parlé de garantie d'emploi—j'espère que le vice-premier ministre m'écoute—qu'entraînerait la construction du pipe-line du Nord, pourrait-il dire à la Chambre si ces emplois visent à engager tout particulièrement les autochtones vu qu'ils sont directement préoccupés par l'aspect écologique, social et économique de ce projet?

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, le gouvernement et la société qui construira le pipe-line ont certes l'intention d'embaucher le plus grand nombre possible d'autochtones ou de citoyens venant des régions nordiques. Je crois que nous serons en mesure, au cours du débat, de fournir au député plus de détails sur les moyens qu'on prendra pour atteindre cet objectif.

[Français]

ON DEMANDE QUE DES COURS DE FORMATION PROFESSIONNELLE SOIENT DONNÉS AUX AUTOCHTONES

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Vu que les constructeurs du pipe-line et les syndicats ont déjà dit que les autochtones n'ont pas la compétence voulue pour obtenir des emplois spécialisés, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si des cours de formation spécialisés ont été préparés pour les autochtones du nord pour que ceux-ci puissent une fois le projet terminé garder les emplois en vue du fonctionnement du projet?

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration s'occupe actuellement de l'élaboration d'un programme visant à fournir aux intéressés la formation nécessaire. Comme le sait sans doute le député, un grand nombre d'emplois permanents seront créés une fois le pipe-line terminé, mais bon nombre d'emplois seront également offerts dès l'étape de la construction. Nous avons, bien sûr, l'intention de veiller à ce que les candidats à des postes qui existeront une fois que le pipe-line sera exploité puissent recevoir dès maintenant une formation.